

Édito

La CGT Éduc'action souhaite une bonne rentrée 2023 à l'ensemble des personnels de l'Éducation.

C'est donc la fin de vacances d'été bien méritées à l'issue d'une année scolaire qui a vu nos conditions de travail se dégrader une nouvelle fois et un gouvernement qui a fait le choix du mépris face au refus de l'écrasante majorité des travailleurs et travailleuses de sa contre-réforme des retraites.

Emmanuel Macron, lui, n'a pas profité de ses vacances pour faire son introspection et changer de méthode. Face à la crise sociale, politique et climatique, il assume son virage à droite toute, en annonçant vouloir « reciviliser » les quartiers populaires et en plaçant, de façon inquiétante, l'ordre comme but ultime de son projet politique. Sur le plan social et économique, comme sur celui des services publics, c'est encore et toujours la défense de la logique néo-libérale qu'il promet ad nauseam malgré la dégradation constante du niveau de vie de la majorité de la population et des services publics qu'elle engendre.

Dans l'Éducation, Macron l'omnipotent s'auto-désigne ministre en inventant un nouveau domaine « réservé » au mépris de la Constitution pour faire des annonces à la fois rétrogrades et dont on peine à voir la faisabilité.

Sa volonté de stigmatiser et punir les élèves en difficultés scolaires, en les privant de deux semaines de vacances fin août, dont pourront profiter les « bon-nes » élèves, est scandaleuse et vise, une nouvelle fois les milieux populaires, la difficulté scolaire étant étroitement liée aux difficultés sociales. Qui plus est, si cette mesure devait être obligatoire pour ces élèves, cela reviendrait à déroger au principe d'égalité.

Il faudrait également ouvrir établissements et écoles et mobiliser les personnels. Mais alors toutes les écoles et établissements et tous les personnels ? Et si oui, pour faire quoi ?

Comme d'habitude avec Emmanuel Macron, la mise en œuvre semble accessoire devant la pensée magique.

Si cette mesure n'était pas obligatoire, il faut d'urgence informer le Président de l'existence du dispositif de « l'École ouverte » pendant les vacances scolaires pour les élèves et les personnels volontaires.

Surtout, ce ne sont pas deux semaines de cours supplémentaires, pour une partie des élèves, qui vont permettre de résorber les inégalités scolaires, dans le cadre d'un système intrinsèquement inégalitaire et sous-doté, système dont, par ailleurs, les cinq années Blanquer/Macron ont encore accentué les tares.

Quant au nouveau ministre de l'Éducation nationale, il n'a fait que confirmer le 28 août les annonces Macron sur le report des épreuves du Bac en juin. Nous prenons acte de la prise en compte, après quatre ans d'alertes de la part des organisations syndicales, du fait que le calendrier du Bac Blanquer était intenable. Nous ne pouvons que déplorer le mal-être et le stress qu'ont vécus les personnels, élèves et familles sur les sessions précédentes et dénoncer une fois encore la répression syndicale qu'ont subie certains personnels qui avaient lutté de façon tout à fait légitime contre cette réforme. Maintenant c'est l'ensemble de la réforme et Parcoursup qu'il faut abroger.

Le reste des annonces cumule éléments recyclés des six dernières années (comme les annonces sur les fondamentaux dans le 1er degré) et approximations volontaires sur le chiffrage des absences de courte et longue durée des enseignant-es, absences que le Pacte serait censé endiguer. Que dire également des annonces de revalorisation des enseignant-es en trompe l'œil, très éloignées de la promesse d'augmentation de 10%, alors que les quelques évolutions de grilles et la prime pouvoir d'achat pour les administratifs, ITRF et non titulaires sont loin du compte ? Par ailleurs, G. Attal a annoncé l'interdiction des abayas en guise de clin d'œil à la frange réactionnaire de son électorat.

Édito suite

Il ne faudrait pas tomber dans le piège : il s'agit surtout d'un effet de comm et d'un contre-feu, au prix une fois encore d'une stigmatisation des musulman·nes (ou supposé·es tel·les), pour masquer les pénuries dans notre secteur. En revanche, on ne peut que déplorer le fait qu'une fois de plus, c'est le corps des filles et leurs tenues qui sont stigmatisés par le pouvoir politique. Plutôt que cette annonce dont la légalité pose question, c'est de calme, de soutien, de nuance et de moyens dont les personnels ont besoin pour faire face aux difficultés.

Gabriel Attal a, bien évidemment, réaffirmé sa volonté d'imposer le « pacte » nouvel avatar du travailler plus pour perdre moins, qui va alourdir encore la charge de travail de personnels épuisés, aggraver les inégalités femmes-hommes et fragiliser les collectifs de travail par la concurrence qu'il crée. Il compte également poursuivre sa volonté de casse de l'enseignement professionnel avec la réforme voulue par Macron, et dont le « pacte » est la pierre angulaire, et qui abandonnerait toute ambition émancipatrice pour les élèves au bénéfice de leur seule employabilité.

La CGT Éduc'action engage les personnels à refuser de signer « le pacte ».

Si, le gouvernement compte encore sur les personnels pour pallier les insuffisances de l'institution à moindre coût, la CGT Éduc'action prend date pour la rentrée et gage que les annonces selon lesquelles il y aura un·e enseignant·e devant chaque classe sera une promesse de plus non tenue.

La CGT Éduc'action continuera de lutter pour l'avènement d'une École démocratique et émancipatrice au service de tous les élèves (et en particulier les plus fragiles) et contre les attaques incessantes de ce gouvernement envers la jeunesse, les personnels de l'Éducation nationale et l'ensemble des travailleurs et travailleuses.

Elle appelle les personnels à se réunir, dès la rentrée, en heures d'information syndicales pour affirmer leur refus du pacte, débattre de leurs revendications pour leur salaire, leurs conditions de travail, leur retraite et la défense d'une École émancipatrice ainsi que des conditions d'une future mobilisation d'ampleur pour les imposer.

Face à des conditions de rentrée dégradées, la CGT Éduc'action soutiendra toutes les mobilisations locales.